Burundi : Les griefs de l'opposition contre la médiation de Djinnit

Jeune Afrique, 11 juin 2015 Burundi : pourquoi le facilitateur Said Djinnit jette l'éponge Par Trésor Kibangula Le diplomate algérien Said Djinnit a annoncé mercredi avoir renoncé à son rôle de facilitateur dans la crise au Burundi. Une décision qui intervient après la accusation de sa médiation par la société civile et l'opposition burundaises. Explication

« [Said Djinnit] prend acte de la position exprimée, il y a quelques jours, sur son rôle de facilitateur par des représentants de certaines parties. » C'est en ces termes que le diplomate algérien a, par un communiqué publié mercredi 10 juin, fait savoir sa décision de mettre fin à la médiation qu'il avait entamée le 5 mai pour tenter de trouver une issue politique à la crise au Burundi. Mais le texte précise qu'« en sa qualité d'envoyé spécial du secrétaire des Nations unies pour la région des Grands Lacs, il réaffirme son engagement à continuer à travailler, de concert avec les représentants des organisations régionales, en vue de la préservation et de la consolidation de la paix, de la démocratie et de la stabilité au Burundi ». Le diplomate algérien encourage également les parties prenantes dans la crise au Burundi à « poursuivre leur dialogue en vue de la création des conditions propices pour la tenue d'élections libres, inclusives et apaisées » dans le pays. Des griefs contre Djinnit Du côté de la société civile et de l'opposition burundaises qui réclamaient la démission du facilitateur, on qualifie son départ de « bonne nouvelle » pour le Burundi. Depuis le début de sa médiation, le diplomate algérien est accusé de « partialité » par les leaders de la campagne troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Ces derniers ont reproché à Said Djinnit entre autres de mener des consultations sans un agenda clair, en se « limitant à discuter des conséquences de la répression des manifestations sans toucher sur la question ayant poussé le peuple à protester (â€!) ». Dans une lettre adressée à Ban-ki Moon, datée du 8 juin, des organisations de la société civile burundaise ont également dénoncé à « l'incapacité [dans la médiation entamée par Djinnit] à résoudre des questions préalables », notamment la libération des manifestants arrêtés, l'annulation des mandats d'arrêts lancés contre des leaders du mouvement de contestation anti-Nkurunziza et la réouverture des radios et télévisions privées. Des préalables non satisfaits qui n'ont pas permis, jusqu'ici, de réaliser des avancées notables après plus d'un mois de pourparlers entre parties prenantes. Même Said Djinnit lui-même l'a reconnu. « Tout au long du dialogue, les parties burundaises ont maintenu leurs positions divergentes sur la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat », a-t-il rappelé. Comme un aveu d'échec.